Cette série de contributions s'efforce de mettre en partage les réflexions, observations, témoignages et questionnements que suscitent, chez chacun d'entre nous, les développements de l'épidémie et les multiples conséquences qu'elle aura aussi bien à court qu'à long terme.

LES ANIMAUX MALADES DE LA PESTE ET LES DEMI-SAVANTS

25 mars 2020 | Par Daniel Lenoir, ancien directeur de la CNAF et spécialiste des politiques sociales

Beaucoup l'ont constaté ces derniers jours, l'épidémie de covid 19 est un formidable révélateur des impasses de la mondialisation : de la pénurie de pièces détachées automobiles à celle du paracétamol, de l'effet du boycott décrété par Donald Trump sur le système sanitaire iranien, en passant par un mouvement de décroissance induit qui finit par rendre soudain plus respirable l'atmosphère des villes chinoises, on assiste à une dramatique leçon de choses sur les dégâts de la mondialisation. A tel point qu'un ministre de l'économie qu'on n'avait pas compris aussi critique sur la mondialisation a pu, dans un français douteux, qualifier l'épidémie de « gamechanger ». De fait, le virus a fait plus en quelques jours, sur le sujet, qu'Attac et les altermondialistes depuis plus de vingt ans. Et il est fort probable qu'a minima, les médicaments et tous les objets nécessaires à la prévention et aux soins des malades dans de telles circonstances seront, au sortir de cet épisode tragique, considérés comme des biens souverains que l'on ne peut abandonner à une division internationale du travail dominée par la théorie des avantages comparatifs.

Mais les événements présents sont aussi un révélateur des impasses cognitives de notre système neuronal planétaire, de cette noosphère à qui les réseaux sociaux ont donné une plus grande visibilité, et dont ils amplifient les humeurs et les contradictions.

Certes les choses ont bien changé depuis La Fontaine et ses « Animaux malades de la peste » : normalement, nos sociétés ne cultivent plus l'idée que les épidémies seraient l'effet d'une « fureur céleste » appelant sacrifices et contritions. Mais l'humanité reste marquée par l'ombre de ces peurs ancestrales qui ont vu dans le fléau invisible des épidémies le signe d'une punition divine nécessitant le sacrifice d'une victime expiatoire, ou, comme chez Camus, un symbole du mal et de ses conséquences sur les sociétés humaines. Depuis le néolithique et l'apparition des premières zoonoses (passage d'une infection de l'animal à l'homme) du fait de la sédentarisation, des concentrations humaines, du développement de l'élevage et de la proximité des animaux domestiques, les hommes ont ainsi cherché dans le ciel les explications qu'ils ne trouvaient pas dans la science.

Fort heureusement, la connaissance des phénomènes épidémiques a considérablement progressé et permis de se protéger de maux qui, des siècles durant, auront semé la terreur et parfois décimé les populations : la peste ou le choléra sont désormais de lointains souvenirs pour les sociétés européennes. La vaccination de masse a éloigné de nous de nombreux autres risques hier encore meurtriers. Les progrès de l'hygiène urbaine, du traitement des déchets et des eaux y ont également contribué. Surtout les phénomènes épidémiques sont aujourd'hui mieux connus, et cette connaissance, largement diffusée par les médias, comme on le constate dans la crise actuelle, est de mieux en mieux partagée.

Mais cette meilleure circulation des informations emporte avec elle de nouveaux risques et de nouvelles peurs, qui ne sont souvent que la version modernisée des anciennes. Informés des taux de contagiosité ou de létalité du virus, les Français sont devenus autant d'épidémiologistes amateurs ; et chacun y est allé, ces dernières semaines, de ses conclusions péremptoires sur le caractère gravissime ou au contraire « exagéré », voire « bénin » de la crise sanitaire. Dans des sociétés infiniment plus éduquées que par le passé, on aurait pu penser que la culture du doute rationnel et les progrès de l'esprit critique auraient immunisé le collectif contre les conclusions trop rapides et les fausses informations.

Malheureusement, comme nous l'observons depuis plusieurs années, ce n'est pas le cas : tout se passe au contraire comme si nos sociétés avaient engendré une foule de demi-savants, à la fois sûrs d'eux-mêmes et imprudents (et sans doute d'autant plus imprudents qu'ils sont plus sûrs d'eux-mêmes). Quand ce ne sont pas de faux savants qui diffusent largement des fausses informations.

Le problème, c'est que les modèles épidémiologiques sont interprétés par beaucoup de ces apprentis scientifiques à l'aune des conceptions déterministes et dualistes de la physique classique : on attend d'eux des certitudes sur les prévisions, on compare avec les chiffres de la grippe ou des accidents de la circulation… Mais la plus belle science du monde ne peut donner plus que ce qu'elle a : au point de rencontre de la biologie et des sciences humaines, l'épidémiologie est, par essence, marquée par les notions complémentaires de complexité et de probabilité. Elle concerne des objets qui, comme les grandes zoonoses (et le Covid-19 en fait sans doute partie), combinent des facteurs biologiques et physiologiques (mutations, passage d'une espèce à l'autre, production d'anticorps, etc.) qui sont pour partie aléatoires, et des facteurs liés aux comportements humains, aux organisations sociales et aux réactions individuelles et collectives (déplacements, contacts, échanges, concentrations urbaines, etc.). De fait, malgré des modèles mathématiques toujours plus performants, la propagation du virus n'est pas écrite à l'avance : elle dépend de son évolution, de la production d'anticorps, et elle dépend aussi de nous, de la nature des injonctions publiques et de l'interaction de dizaines de millions de décisions individuelles ; d'une certaine manière, elle est aussi notre œuvre collective.

Ceci rend particulièrement aventureuse toute analogie, et hasardeuse toute prévision, surtout quand, comme le dit l'humoriste, elle concerne l'avenir. Roselyne Bachelot l'a appris à ses dépens au moment de la grippe H1N1 quand elle a voulu, à juste titre, couvrir par la vaccination l'ensemble de la population française contre un risque, annoncé par les instances internationales, mais qui ne s'est finalement (et heureusement) pas réalisé.

Redoutable question au passage pour la démocratie, car, comme avec le marché (et on le voit avec le rush sur les solutions hydro alcooliques, sur les pâtes et même sur le papier toilette !), l'addition des opinions individuelles sur laquelle elle repose n'aboutit pas nécessairement à la solution la meilleure pour tous, et ce d'autant plus que la lutte contre ces fléaux nécessite souvent des décisions contre-intuitives.

Faut-il alors se résoudre à laisser, comme le souhaitait Claude-Henri de Saint-Simon, le commandement des opérations aux savants et aux sachants, à préférer « l'administration des choses » au « gouvernement des hommes », pour reprendre sa célèbre formule ? Pour une part oui, dans ces périodes de crise au moins. Et c'est d'ailleurs sur le fondement d'un conseil scientifique que le gouvernement justifie ses décisions dans la crise. Mais c'est compter sans les réseaux sociaux et leur capacité à distiller les poisons de la suspicion, de la rumeur, de la fausse information.

Lutter contre les fausses informations, comme celle qui incrimine des chercheurs français dans « l'invention » du virus, comme exercer un contrôle démocratique sur les décisions qui sont prises nécessitera des citoyens (et des représentants) suffisamment formés ; comme pour les solutions à la crise environnementale. L'une des leçons à tirer de cette crise, c'est la nécessité de relancer le projet, cher à Edgar Morin, d'une éducation pour le XXIe siècle qui nous permette de sortir de la pensée déterministe et binaire, pour intégrer dans une nouvelle révolution copernicienne à laquelle nous appelle le monde d'aujourd'hui, les notions de risque et de complexité.